



Conseil de
l'Union européenne

Bruxelles, le 24 novembre 2023
(OR. en)

15986/23

DEVGEN 218	DIGIT 280
FIN 1246	COLAC 155
ACP 125	COEST 639
RELEX 1390	SAN 700
MIGR 418	GENDER 210
SUSTDEV 154	CLIMA 597
COHOM 223	ENER 640
COAFR 422	MAMA 176
COASI 208	

NOTE DE TRANSMISSION

Origine: Pour la secrétaire générale de la Commission européenne,
Madame Martine DEPREZ, directrice

Date de réception: 21 novembre 2023

Destinataire: Madame Thérèse BLANCHET, secrétaire générale du Conseil de
l'Union européenne

N° doc. Cion: COM(2023) 717 final

Objet: RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU
CONSEIL
Rapport annuel 2023
sur la mise en œuvre des instruments d'action extérieure de l'Union
européenne en 2022

Les délégations trouveront ci-joint le document COM(2023) 717 final.

p.j.: COM(2023) 717 final



Bruxelles, le 21.11.2023
COM(2023) 717 final

RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL

Rapport annuel 2023

sur la mise en œuvre des instruments d'action extérieure de l'Union européenne en 2022

{SWD(2023) 357 final}

Table des matières

ENGAGEMENTS AU NIVEAU MONDIAL.....	1
Introduction	1
Réponse de l'UE à la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine	2
L'UE: un acteur mondial de premier plan	4
La stratégie «Global Gateway»	5
Favoriser le développement durable	5
PRIORITÉS MONDIALES.....	6
Développement humain	6
Le pacte vert	7
Transition numérique, science, technologie et innovation	8
Croissance et emplois durables	9
Migrations et déplacements forcés	9
Gouvernance, paix, sécurité et droits de l'homme.....	10
ACTION AU NIVEAU MONDIAL.....	10
Afrique subsaharienne.....	10
Asie et Pacifique.....	11
Amériques et Caraïbes.....	12
Voisinage européen	12
Balkans occidentaux et Turquie.....	13
Pays et territoires d'outre-mer (PTOM).....	14

ENGAGEMENTS AU NIVEAU MONDIAL

Introduction

En 2022, alors que le monde continuait à se relever de la pandémie de COVID-19, la communauté internationale a dû affronter une nouvelle crise avec la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine et ses conséquences. L'agression de la Russie a entraîné une urgence humanitaire majeure, une augmentation des prix alimentaires au niveau mondial exacerbant l'insécurité alimentaire à l'échelon de la planète et une crise énergétique prolongée.

L'Union européenne (UE), par l'intermédiaire de ses instruments d'action extérieure et de ses partenariats internationaux, a réagi aux répercussions de la guerre en intensifiant son soutien politique, humanitaire et financier à l'Ukraine et aux pays voisins, tout en renforçant son soutien à d'autres partenaires, en particulier les pays les moins développés et les plus vulnérables.

Le présent rapport décrit les principaux éléments du soutien financier apporté par l'UE en 2022 dans le cadre de partenariats internationaux, de l'aide humanitaire, de la politique étrangère et de l'élargissement. Dans le cadre financier pluriannuel pour la période 2021-2027, un instrument unique, l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale – Europe dans le monde (IVCDCI – Europe dans le monde), intègre la plupart des anciens instruments de financement extérieur et est complété par quelques instruments ciblés tels que l'aide humanitaire et l'instrument d'aide de préadhésion (IAP III)¹.

En 2022, a débuté la mise en œuvre de la stratégie «**Global Gateway**» de l'UE² qui vise à promouvoir la connectivité durable par des investissements d'infrastructure dans le monde entier dans cinq domaines prioritaires, sur la base de l'approche «Équipe Europe»³. Dans le cadre de cette stratégie, l'Union européenne et l'Union africaine ont adopté le paquet d'investissement Afrique-Europe⁴.

Dans le cadre de la stratégie «Global Gateway», l'UE a poursuivi la mise en œuvre des **plans économiques et d'investissement** pour les régions concernées par les politiques de voisinage et d'élargissement, axés sur les petites et moyennes entreprises, la transition écologique et numérique dans la région du partenariat oriental, et sur la transition écologique, la résilience au changement climatique, la connectivité et le soutien au secteur privé dans le voisinage méridional.

L'UE a continué à fournir une **aide humanitaire** pour alléger les souffrances de millions de personnes parmi les plus vulnérables dans le monde. En 2022, l'UE a mis en place la **capacité d'intervention humanitaire européenne** afin de renforcer la capacité immédiate d'intervention humanitaire face aux catastrophes naturelles ou d'origine humaine se produisant de manière soudaine.

L'aide à l'élargissement apportée par l'UE a permis de soutenir le développement rural et les investissements dans des domaines clés tels que les transports, la sécurité énergétique et les transitions écologique et numérique. En juin, le Conseil européen a reconnu que l'avenir **de l'Ukraine**,

¹ Pour plus de détails, voir le document de travail des services de la Commission, partie I «Introduction», qui accompagne le présent rapport annuel.

² https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/global-gateway_fr

³ Combinant les ressources de l'UE avec celles des États membres de l'Union et des institutions financières européennes de développement.

⁴ Voir page 4.

de la Moldavie et de la Géorgie s'inscrivait au sein de l'UE et a accordé le statut de pays candidat à l'Ukraine et à la Moldavie.

L'UE a continué d'apporter son soutien en faveur de la **démocratisation** et des **droits de l'homme** en déployant six missions d'observation électorale (Colombie, Kenya, Lesotho, Liban, Sao Tomé-et-Principe et Timor-Oriental) et en menant des missions de suivi dans huit pays.

L'UE a réaffirmé son engagement en faveur de la **sécurité mondiale** et la facilité européenne pour la paix a soutenu les efforts de paix dans des régions et pays partenaires tels que le Mozambique, le Niger, le Nigeria, la Somalie, la Moldavie et les Balkans occidentaux.

L'UE a continué d'aider des pays à surmonter les conséquences de la pandémie de COVID-19 et a lancé une nouvelle **stratégie en matière de santé mondiale**⁵ afin d'améliorer la sécurité sanitaire à l'échelle mondiale et de garantir une meilleure santé pour tous. L'UE a également réagi à d'autres épidémies localisées, telles que les nouvelles épidémies de fièvre hémorragique d'Ebola et de choléra et l'urgence liée à la variole du singe.

En 2022, l'UE et l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) ont progressé sur la voie de la signature de l'**accord post-Cotonou**⁶. Dans l'intervalle, l'accord de partenariat de Cotonou a été prolongé jusqu'à la mi-2023.

Réponse de l'UE à la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine

L'UE a répondu de manière unie, déterminée et immédiate à la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine. Les 27 États membres et leurs partenaires du monde entier **ont condamné cette guerre d'agression non provoquée et injustifiée** et ont agi rapidement pour isoler la Russie sur les plans politique et économique. L'UE a également condamné les violations du droit international humanitaire qui ont été signalées.

Démontrant son soutien indéfectible à l'Ukraine, l'UE a intensifié l'aide politique, humanitaire et financière apportée au pays. En 2022, en étroite coordination avec le G7 et d'autres partenaires, l'UE a adopté neuf trains de sanctions sans précédent visant des personnes et des entités responsables de l'invasion, ciblant des secteurs clés de la finance, de l'énergie et des transports russes, ainsi que des entreprises publiques, ce qui a entraîné le gel d'environ 24,1 milliards d'EUR d'actifs au sein de l'Union.

La **directive relative à la protection temporaire** a été activée pour la première fois afin d'offrir une protection immédiate à près de quatre millions de personnes contraintes de fuir l'Ukraine (outre les 6,6 millions de personnes déplacées à l'intérieur de l'Ukraine). La traite des êtres humains a été en grande partie évitée grâce à la mise en œuvre d'un plan commun de lutte contre la traite des êtres humains visant à protéger les personnes arrivant dans l'UE.

En adoptant l'approche «Équipe Europe», l'UE, ses États membres et ses institutions financières ont **mobilisé 18,9 milliards d'EUR**⁷ sous forme d'**assistance financière**, d'appui budgétaire et d'aide humanitaire. Un soutien militaire de 3,1 milliards d'EUR a également été mobilisé par l'intermédiaire de la facilité européenne pour la paix et une mission d'assistance militaire de l'UE pour les forces

⁵ https://health.ec.europa.eu/internationalcooperation/global-health_fr

⁶ https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/european-development-policy/acp-eu-partnership_fr

⁷ À l'exclusion de la part du soutien de la BERD qui n'est pas directement couverte par les garanties de l'UE.

armées ukrainiennes a été mise en place avec un budget de plus de 100 millions d'EUR. À la suite de l'activation par l'Ukraine du mécanisme de protection civile de l'UE en février 2022, une aide en nature a aussi été apportée, soit 80 000 tonnes sur l'année, pour une valeur estimée à 502 millions d'EUR.

Des subventions à hauteur de 330 millions d'EUR ont permis de **soutenir des interventions d'urgence** dans des domaines tels que le logement et la réparation d'infrastructures critiques, y compris dans le cadre du corridor de solidarité UE-Ukraine, de la transition numérique résiliente et de la cybersécurité, ainsi que de la lutte contre la désinformation. Près de 200 millions d'EUR provenant d'autres programmes de l'UE ont par ailleurs été réaffectés en vue de faire face aux conséquences de la guerre.

Le montant total de l'aide de l'UE s'est élevé à 10,1 milliards d'EUR⁸, dont 7,2 milliards d'EUR au titre de l'assistance macrofinancière et 686 millions d'EUR sous forme d'appui budgétaire.

La **sûreté nucléaire** était une préoccupation majeure en raison du comportement irresponsable de la Russie au sein des installations nucléaires ukrainiennes et autour de celles-ci. La Commission a mobilisé l'instrument européen relatif à la coopération internationale en matière de sûreté nucléaire afin de remédier de toute urgence aux destructions causées, notamment dans la zone d'exclusion de Tchernobyl. L'aide de l'UE comprenait 5 millions d'EUR au titre de l'aide bilatérale, pour le rétablissement des capacités de surveillance, et une contribution de 5 millions d'EUR versée sur le compte de coopération internationale pour Tchernobyl, destinée à la reconstruction des infrastructures liées à la sûreté nucléaire. Un montant supplémentaire de 3,4 millions d'EUR a été alloué à l'Agence internationale de l'énergie atomique, notamment pour assurer sa présence sur les sites nucléaires critiques en Ukraine.

Le blocus russe des exportations ukrainiennes et la destruction des récoltes ont aggravé la crise alimentaire mondiale. Le nombre de personnes **en situation d'insécurité alimentaire** aigüe, soit quelque 258 millions en 2022, a atteint un niveau record⁹.

En adoptant une approche globale «Équipe Europe», l'UE a renforcé son soutien en faveur de la **sécurité alimentaire** et a aidé les pays les plus touchés en Afrique, au Moyen-Orient, dans les Caraïbes et dans le Pacifique, notamment en facilitant les exportations ukrainiennes par l'intermédiaire du corridor de solidarité UE-Ukraine. Cette intervention unifiée face à l'insécurité alimentaire mondiale devrait mobiliser environ 18 milliards d'EUR au cours de la période 2021-2024, dont 8,3 milliards d'EUR provenant des institutions de l'UE et près de 9,6 milliards d'EUR des États membres. En 2022, les institutions de l'UE ont débloqué environ 2,6 milliards d'EUR pour lutter contre l'insécurité alimentaire mondiale, dont environ 1 milliard d'EUR au titre de l'assistance alimentaire humanitaire¹⁰.

L'UE a également intensifié ses efforts pour remédier aux pénuries mondiales d'engrais mises en évidence dans la communication relative aux engrais publiée en novembre¹¹.

⁸ Sans tenir compte de la réaffectation de l'aide à des actions en lien avec le conflit.

⁹ <https://www.fsinplatform.org/global-report-food-crises-2023>

¹⁰ Ce montant comprend l'aide humanitaire alimentaire, nutritionnelle et au soutien des moyens de subsistance, ainsi que 50 % des programmes humanitaires de versements d'espèces pour de multiples usages [pourcentage des transferts d'espèces pour de multiples usages estimés être dépensés pour des produits alimentaires, sur la base d'une étude menée en 2023 par la direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes (DG ECHO) de la Commission].

¹¹ [COM\(2022\) 590 final/2 du 9 novembre 2022](#)

L'UE: un acteur mondial de premier plan

En cette année caractérisée par un contexte d'incertitude croissante, l'UE est restée un moteur du multilatéralisme et a fourni une réponse efficace aux défis mondiaux, en poursuivant une politique de voisinage ambitieuse, en promouvant la solidarité et en instaurant des partenariats globaux pour garantir et promouvoir la paix, la stabilité, la démocratie et les droits de l'homme.

Les États membres de l'UE ont aussi réaffirmé leur engagement à assumer une plus grande responsabilité en matière de sécurité et de défense européennes, en étroite coopération avec les partenaires internationaux, afin de protéger les valeurs et les intérêts communs.

Adoptant une approche «Équipe Europe», l'UE et ses 27 États membres restent collectivement le plus grand pourvoyeur d'aide publique au développement (APD) avec 92,8 milliards d'EUR en 2022¹², soit 43 % de l'APD mondiale¹³ (ce qui représente 0,59 % du revenu national brut).

L'UE et ses États membres ont intensifié leur aide en faveur des pays partenaires, en veillant à ce que le soutien apporté à l'Ukraine ne le soit pas au détriment du reste du monde.

Le premier **dialogue de haut niveau entre l'UE et les Nations unies**, mené par la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et le secrétaire général des Nations unies, M. Guterres, s'est tenu en juillet. Nos objectifs communs et l'intérêt de travailler ensemble pour répondre aux enjeux mondiaux y ont été réaffirmés.

L'UE a mobilisé 2,6 milliards d'EUR au titre de l'aide humanitaire pour contribuer à répondre aux besoins pressants des populations touchées partout dans le monde. Dans une approche «Équipe Europe», l'UE, les États membres, la BEI et la BERD restent un pourvoyeur d'aide humanitaire essentiel à l'échelle mondiale, y compris pour les «urgences oubliées» telles que la famine au Sahel.

L'UE et ses États membres ont continué de jouer un rôle moteur dans la **solidarité internationale face à la COVID-19**: 502,2 millions de doses de vaccin ont ainsi été partagées avec les pays partenaires, dont 422 millions de doses par l'intermédiaire du mécanisme COVAX et 80,2 millions de doses dans un cadre bilatéral.

La mise en œuvre de l'initiative «Global Gateway» pour la **production de vaccins, de médicaments et de technologies de la santé et l'accès à ceux-ci en Afrique** a progressé rapidement et une initiative visant à soutenir des efforts similaires en Amérique latine et dans les Caraïbes a été annoncée.

L'UE et ses États membres ont également continué de mener des efforts à l'échelle mondiale en vue de lutter contre le changement climatique et de répondre aux enjeux environnementaux, et l'UE reste le premier fournisseur mondial de financements publics internationaux en faveur du climat, avec 5,340 milliards d'EUR pour la période 2021-2022.

¹² Sur la base des données préliminaires de 2022 de l'OCDE, publiées au printemps 2023.

¹³ Le montant total de l'APD est défini ici comme comprenant l'APD déclarée par l'UE collectivement et par tous les autres pays donateurs.

La stratégie «Global Gateway»

Tout au long de l'année 2022, la Commission, en étroite collaboration avec d'autres acteurs agissant dans le cadre d'une approche «Équipe Europe», a poursuivi la mise en œuvre de la **stratégie «Global Gateway»**¹⁴ en lançant d'importants programmes d'investissement dans le cadre de cette stratégie et des initiatives «Équipe Europe».

La première réunion du «**comité Global Gateway**», présidée par Ursula von der Leyen, s'est tenue le 11 décembre et a rassemblé les ministres des affaires étrangères des États membres.

La Commission a signé un accord de garantie d'un montant de 26,725 milliards d'EUR avec la Banque européenne d'investissement en vue d'investissements publics dans le cadre du **Fonds européen pour le développement durable Plus (FEDD+)**, ce qui constitue une étape importante vers le déblocage des 300 milliards d'EUR d'investissements prévus d'ici à 2027. En outre, la Commission a alloué 8,45 milliards d'EUR¹⁵ de garanties financières couvrant des investissements du secteur privé attribués au titre du FEDD+ en vue de soutenir 56 programmes d'investissement proposés à mettre en œuvre dans les Balkans occidentaux et en Turquie, dans les régions du voisinage ainsi qu'en Afrique subsaharienne, en Amérique latine, en Asie et dans le Pacifique. Ces garanties du secteur privé pourraient générer des investissements d'une valeur de plus de 67 milliards d'EUR.

Parmi les principaux investissements réalisés au cours de cette première année de mise en œuvre figurent le renforcement de la connectivité numérique entre l'UE et ses partenaires, l'augmentation de la production d'énergies renouvelables et l'amélioration de la sécurité de l'approvisionnement énergétique, l'accès au financement pour les petites et moyennes entreprises, et l'élargissement de l'accès aux vaccins, aux médicaments et aux technologies de la santé, ainsi que des capacités de production de ceux-ci.

Lors du sixième sommet UE-Union africaine (UA), qui s'est tenu les 17 et 18 février, a été annoncé un **programme d'investissement Afrique-Europe** qui mobilisera des investissements pour un montant d'au moins 150 milliards d'EUR d'ici à 2027, dont 28 milliards d'EUR sous forme de subventions, ce qui constitue la première réalisation de la stratégie «Global Gateway».

Dans les régions relevant du volet voisinage et élargissement, trois plans économiques et d'investissement régionaux contribuent à la mise en œuvre de la stratégie «Global Gateway», avec 84 projets phares mobilisant jusqu'à 77 milliards d'EUR d'investissements d'ici à 2027. Des projets d'infrastructure de grande envergure sont mis en œuvre dans les Balkans occidentaux et dans les pays des voisinages oriental et méridional, tels que le corridor ferroviaire VIII entre la Macédoine du Nord et la Bulgarie, le câble électrique sous-marin de la mer Noire entre la Géorgie et la Roumanie, et le câble sous-marin à fibre optique Medusa reliant l'Afrique du Nord à l'Espagne, à la France, à l'Italie, à Chypre et au Portugal.

Favoriser le développement durable

Les priorités de l'UE en ce qui concerne les actions pour le développement (le développement humain; le pacte vert; la croissance durable et des emplois décents; la numérisation; les inégalités, les

¹⁴ https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/global-gateway_fr

¹⁵ La direction générale des partenariats internationaux (DG INTPA) a alloué 6,05 milliards d'EUR, et la direction générale du voisinage et des négociations d'élargissement (DG NEAR) 2,4 milliards d'EUR.

migrations; ainsi que la gouvernance, la paix et la sécurité) soutiennent les partenaires internationaux dans la réalisation des **objectifs de développement durable** des Nations unies.

L'UE et ses États membres ont renforcé leur engagement à les atteindre, notamment en déployant la stratégie «**Global Gateway**» dont les priorités d'investissement contribuent à tous les objectifs de développement durable.

Concrètement, en 2022, la Commission a intégré les objectifs de développement durable dans le **cadre de l'UE pour une meilleure réglementation**¹⁶.

PRIORITÉS MONDIALES

Développement humain

Des défis sans précédent, notamment des conflits, le changement climatique, les pandémies et la crise mondiale silencieuse dans l'éducation, ont fait reculer les progrès en matière de développement humain et accru les inégalités au cours des dernières années. En 2022, l'UE a redoublé d'efforts dans ses différents domaines d'action.

La pandémie de COVID-19 a mis en évidence la nécessité d'améliorer la prévention, la préparation et la réaction face aux crises sanitaires à venir. Une nouvelle **stratégie de l'UE en matière de santé mondiale**¹⁷ a été lancée le 30 novembre, dans le cadre de la stratégie «Global Gateway», soulignant l'importance de systèmes de santé fonctionnels et inclusifs et la nécessité d'une préparation en matière de sécurité sanitaire, comprenant notamment un accès plus équitable aux vaccins, aux médicaments et aux technologies médicales et un renforcement de la capacité de production de ces derniers. En 2022, l'UE s'est engagée à verser au Fonds mondial 715 millions d'EUR¹⁸.

La Commission a poursuivi ses **interventions en matière de protection sociale** dans dix pays et, par l'intermédiaire de deux dispositifs mondiaux, s'est concentrée sur le renforcement, la numérisation et l'enregistrement des systèmes de protection sociale, ainsi que sur des régimes de protection sociale spécifiques pour les femmes et les travailleurs informels.

Conformément à son troisième plan d'action sur l'égalité entre les hommes et les femmes, l'UE a continué à promouvoir une action humanitaire tenant compte de la dimension de genre ainsi que de **l'égalité de genre**. Elle a mis l'accent sur les questions relatives aux femmes, à la paix et à la sécurité dans les enceintes multilatérales et régionales pertinentes et dans les dialogues bilatéraux. Le renforcement de l'intégration de la dimension de genre s'est poursuivi, notamment dans le cadre des missions et opérations de la politique de sécurité et de défense commune.

L'UE a continué à protéger les enfants et leurs droits dans le monde entier, y compris en ce qui concerne les enfants confrontés à des conflits armés. Ce faisant, elle a respecté les engagements qu'elle avait pris dans le cadre de la stratégie de l'UE sur les droits de l'enfant pour la période 2021-2024¹⁹.

¹⁶ https://commission.europa.eu/law/law-making-process/planning-and-proposing-law/better-regulation_fr

¹⁷ https://health.ec.europa.eu/internationalcooperation/global-health_fr

¹⁸ Pour la période 2023-2025.

¹⁹ https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/policies/justice-and-fundamental-rights/rights-child/eu-strategy-rights-child-and-european-child-guarantee_fr

Les jeunes, qui représentent plus de 1,8 milliard de personnes, sont des acteurs clés du changement et contribuent à façonner des sociétés plus résilientes, plus inclusives et plus prospères à l'échelle mondiale. En octobre, la Commission a adopté le tout premier **plan d'action pour la jeunesse dans le cadre des relations extérieures de l'UE**²⁰, qui vise à mobiliser les jeunes à l'échelle mondiale, à leur donner les moyens d'agir et à les mettre en relation.

Lancée en mai, l'**initiative** régionale «**Team Europe**» pour la création d'emplois grâce au commerce et aux investissements dans le voisinage méridional soutient une approche globale de la création d'emplois en rassemblant des initiatives qui établissent un lien entre, d'une part, le commerce, l'investissement et l'esprit d'entreprise et, d'autre part, la création d'emplois et le développement du capital humain.

L'**éducation** est restée un domaine clé des relations extérieures de l'UE. L'UE s'est efforcée de garantir le droit à l'éducation pour chaque enfant, y compris les enfants et les jeunes touchés par des conflits, des crises et des urgences humanitaires. L'UE a alloué 10 % de son budget d'aide humanitaire à l'éducation dans les situations d'urgence. L'UE a été reconnue comme un **chef de file au niveau mondial dans le domaine de l'éducation** lors du sommet de l'UE sur la transformation de l'éducation qui s'est tenu en septembre.

Les investissements de l'UE se sont concentrés sur les enseignants, sur **des systèmes éducatifs plus équitables et inclusifs**, ainsi que sur les compétences qui permettront aux pays partenaires de tirer le meilleur parti des transitions numérique et écologique.

Le pacte vert

Lors de la 27^e convention-cadre des Nations unies sur les **changements climatiques** (CCNUCC COP27), l'UE a présenté des initiatives majeures visant à aider les pays partenaires à atténuer le changement climatique et à y réagir. En collaboration avec l'Union africaine, l'Allemagne, le Danemark, la France et les Pays-Bas, elle a lancé l'initiative «Équipe Europe» sur l'adaptation et la résilience au changement climatique en Afrique, regroupant des programmes d'adaptation au changement climatique existants et nouveaux dont l'enveloppe est supérieure à 1 milliard d'EUR.

Afin de favoriser à l'abandon progressif du charbon, l'UE a signé, avec ses partenaires du G7, des **partenariats pour une transition énergétique juste** (JETP) avec l'Indonésie et le Viêt Nam et a progressé sur la voie de la mise en œuvre du JETP avec l'Afrique du Sud. Avec l'Allemagne, l'UE a également lancé une plateforme mondiale pour les régions charbonnières afin de soutenir une transition économique juste par l'intermédiaire du partage de connaissances et de la mise en réseau.

À la fin de l'année 2022, l'UE avait fourni à 29 pays partenaires un soutien technique pour concevoir, actualiser et mettre en œuvre des contributions déterminées au niveau national et des plans nationaux d'adaptation. Dans le cadre de ses dialogues sur le climat et l'énergie, l'UE s'est mobilisée aux côtés des États-Unis, de l'Inde, de la Chine et d'autres gros émetteurs en faveur de politiques de transition énergétique, de bonnes pratiques et de technologies vertes afin d'accélérer le développement des énergies renouvelables et de promouvoir l'efficacité énergétique.

L'UE a également participé activement à des forums multilatéraux en vue de promouvoir une transition énergétique mondiale alignée sur les objectifs de l'accord de Paris. Elle a soutenu la création

²⁰ https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/youth/youth-action-plan_fr

d'un marché mondial de l'hydrogène. En 2022, des accords bilatéraux non contraignants ont été signés avec l'Ukraine, l'Égypte, le Japon, la Namibie et le Kazakhstan pour développer la demande d'hydrogène d'origine renouvelable ou contribuer à la **production d'énergies renouvelables et d'hydrogène**.

Lors de la COP15 sur la biodiversité qui s'est tenue en décembre, le cadre mondial de Kunming-Montréal en matière de biodiversité a été adopté. L'UE a réitéré son engagement à fournir 7 milliards d'EUR pour soutenir la **biodiversité** dans le cadre de sa coopération extérieure.

La Commission a adopté un nouveau **programme de l'UE de gouvernance internationale des océans**²¹ qui reflète les priorités fixées dans le cadre du pacte vert pour l'Europe.

L'UE a également renforcé son engagement auprès des pays partenaires en vue de soutenir la **consommation et la production durables (CPD)**, notamment la transition vers l'économie circulaire, avec la mise en œuvre de l'initiative «SWITCH to Green», notamment avec des programmes régionaux en Asie, en Afrique et dans la région méditerranéenne.

La Commission a lancé l'**initiative Afrique-Europe pour l'énergie verte** visant à augmenter la capacité de production d'énergies renouvelables de 300 gigawatts et à garantir l'accès à une énergie abordable, fiable et durable.

À la suite du lancement de l'engagement mondial concernant le méthane dans le cadre de la COP26, l'UE a soutenu la création de l'Observatoire international des émissions de méthane, géré par le programme des Nations unies pour l'environnement, en faveur d'une collecte de données détaillées, du renforcement des capacités et des actions de soutien à la réduction des émissions de méthane.

Transition numérique, science, technologie et innovation

Dans le cadre de la stratégie «Global Gateway», l'année 2022 a été marquée par des progrès majeurs dans les programmes numériques, notamment en Afrique subsaharienne avec le programme phare sur les données, le projet «EurAfrica Gateway Cable» (câble sous-marin international) et les dorsales régionales à fibres optiques en Afrique (liaisons terrestres régionales/transfrontières). En outre, la vice-présidente exécutive de la Commission, Margrethe Vestager, a lancé au Nigeria le premier train de mesures de la stratégie «Global Gateway» consacré à l'économie numérique, d'un montant de 820 millions d'EUR.

La branche régionale Asie-Pacifique de la plateforme «**Digital for Development Hub**» (**D4D Hub**) a été lancée lors du forum pour la coopération dans l'Indo-pacifique qui s'est tenu en février. La branche Amérique latine et Caraïbes a été créée au cours de l'année 2022 et la branche Afrique a poursuivi la mise en œuvre de plusieurs projets phares tels que le projet D4D Hub de l'Union africaine et de l'UE et IDEA.

Des progrès ont été réalisés en ce qui concerne le lancement d'une **alliance numérique UE-ALC**, soutenue par le projet D4D Hub, avec la garantie d'un financement pour la mise en place d'un dialogue UE-ALC sur la politique numérique, l'extension du programme BELLA pour les infrastructures numériques, la création d'un accélérateur numérique pour les entreprises, et la mise en œuvre d'un programme régional Copernicus.

²¹ [JOIN/2022/28 final du 24 juin 2022](#)

La deuxième phase de l'initiative «**Surveillance mondiale pour l'environnement et la sécurité (GMES) et Afrique**», l'initiative la plus importante en matière d'observation de la Terre et la plus grande collaboration entre l'Afrique et l'UE en matière de surveillance mondiale pour l'environnement et la sécurité, a été lancée avec succès.

Le paquet d'investissement «Global Gateway» Afrique-Europe prévoit trois initiatives phares axées en particulier sur la science, la technologie et l'innovation visant à soutenir le programme d'innovation Union africaine-UE, les centres d'excellence régionaux pour la transition écologique, et l'observation de la Terre et les technologies spatiales.

Croissance et emplois durables

En 2022, l'UE a soutenu une croissance durable et inclusive et la création d'emplois décents dans les pays partenaires en facilitant la mobilisation de financements publics et privés. Le rapport intitulé *Investing in Sustainable Development*²² (Investir dans le développement durable) sur la mise en œuvre du **programme d'action d'Addis-Abeba** a été publié.

Le mécanisme d'expertise de l'UE pour la protection sociale, le travail et l'emploi (**SOCIEUX+**) a étendu ses activités aux pays des Balkans occidentaux grâce à un financement de 10 millions d'EUR.

La Commission a continué à étudier les possibilités de conclure des **partenariats stratégiques bilatéraux relatifs aux chaînes de valeur des matières premières**, notamment avec des partenaires d'Afrique (par exemple, la Namibie), d'Amérique latine, des Balkans occidentaux et d'Asie centrale (par exemple, le Kazakhstan), par l'intermédiaire de protocoles d'accord.

En novembre, la Commission a conclu les négociations avec la République d'Angola sur un accord de facilitation des investissements durables qui contribuera à attirer et à développer les investissements tout en intégrant les engagements en matière d'environnement et de droits du travail.

Le *rapport 2022 de suivi de l'aide pour le commerce*²³ (*aid for trade*) a confirmé que l'aide de l'UE pour le commerce a aidé les pays partenaires à accroître leur capacité commerciale et à lutter contre la pandémie de COVID-19. L'UE et ses États membres restent les principaux pourvoyeurs d'aide pour le commerce au monde.

Migrations et déplacements forcés

Le nombre de personnes empruntant la plupart des routes migratoires vers l'UE, en particulier celles de la Méditerranée centrale et orientale et de l'ouest des Balkans, a augmenté en 2022. Au niveau mondial, le nombre de personnes déplacées de force a atteint pour la première fois les 100 millions, tandis que la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine a entraîné des millions de déplacements supplémentaires.

Démontrant leur engagement commun, l'UE et ses États membres ont lancé en décembre deux initiatives régionales phares «Équipe Europe» visant à renforcer la gestion des migrations, notamment

²² Commission européenne, direction générale des partenariats internationaux, *Investing in sustainable development: progress report 2018-2020*, Office des publications de l'Union européenne, 2022, <https://data.europa.eu/doi/10.2841/156351>

²³ Commission européenne, direction générale des partenariats internationaux, *EU aid for trade: progress report 2022*, Office des publications de l'Union européenne, 2023, <https://data.europa.eu/doi/10.2841/005862>

le long des routes migratoires de la Méditerranée centrale et occidentale et de l'Atlantique. En décembre, la Commission a présenté un plan d'action de l'UE visant à répondre aux enjeux soulevés le long de la route des Balkans occidentaux.

En 2022, un nouveau train de mesures doté d'une enveloppe de 310 millions d'EUR a été adopté pour soutenir les populations syriennes déplacées à l'intérieur de leur pays ainsi que les réfugiés et les communautés d'accueil vulnérables en Iraq, en Jordanie et au Liban²⁴. Ensemble, l'UE et ses États membres restent le plus grand donateur face à cette crise. La **sixième conférence de Bruxelles sur l'aide à apporter pour l'avenir de la Syrie et des pays de la région** a mobilisé des engagements d'un montant total de 6,4 milliards d'EUR.

Gouvernance, paix, sécurité et droits de l'homme

L'action de l'UE a contribué à renforcer l'Europe dans le monde en promouvant une approche intégrée des conflits et des crises, notamment grâce au soutien en faveur de la consolidation de la paix et de la résilience, à la réforme **du secteur de la sécurité et au renforcement des capacités à l'appui du développement et de la sécurité pour le développement**.

En **Afghanistan**, l'UE s'est attachée en particulier à éviter l'effondrement du pays, en étant attentive aux possibles répercussions sociales et économiques en Afghanistan et à l'étranger. Une attention particulière a été accordée aux droits des femmes et des filles et à l'égalité de genre. Le forum des femmes dirigeantes afghanes a été mis en place.

L'UE a continué à défendre et à faire progresser les droits de l'homme et la démocratie au moyen de ses outils multilatéraux, régionaux et bilatéraux et en dialoguant avec la société civile. Avec le réseau des droits de l'homme et de la démocratie (HRDN), l'UE a coorganisé **le 24^e forum UE-ONG sur les droits de l'homme**²⁵ qui était axé sur la responsabilité et la justice. En outre, l'UE a renouvelé et considérablement accru son soutien au mécanisme ProtectDefenders.eu qui, en 2022, a permis de soutenir plus de 6 500 défenseurs des droits de l'homme parmi les plus menacés.

En 2022, la Commission a alloué 170 millions d'EUR au **Yémen** où sévit toujours l'une des pires crises humanitaires au monde. Des millions de Yéménites sont déplacés, sans ressources, et souffrent de malnutrition.

ACTION AU NIVEAU MONDIAL

Afrique subsaharienne

Lors du **sixième sommet UE-Union africaine** a été adoptée une vision commune en faveur d'un partenariat renouvelé, complétée par le paquet d'investissement «Global Gateway». La **11^e réunion «Commission à Commission»** entre l'Union européenne et l'Union africaine s'est tenue le 28 novembre et a couvert tout le spectre de la coopération entre l'UE et l'Union africaine.

Dans le cadre du programme **«Mobilité des jeunes en Afrique»**, 36 projets Erasmus+ de renforcement des capacités ont été attribués dans 31 pays.

²⁴ Dont 240 millions d'EUR d'aide humanitaire.

²⁵ https://www.eeas.europa.eu/eeas/stop-impunity-%E2%80%93-road-accountability-and-justice_en

L'UE et la Namibie ont signé un protocole d'accord en novembre en vue d'instaurer un partenariat stratégique sur les chaînes de valeur durables pour les matières premières et l'hydrogène d'origine renouvelable.

Asie et Pacifique

En décembre, l'UE a accueilli le premier **sommet UE-ASEAN** (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) à Bruxelles, célébrant 45 ans de relations diplomatiques. Cet événement a permis de lancer un nouveau **dialogue sur l'énergie entre l'UE et l'ASEAN** afin de soutenir la transition énergétique et l'intégration régionale des systèmes énergétiques, ainsi que des initiatives «Global Gateway» mobilisant des investissements à hauteur de 10 milliards d'EUR. En marge du sommet, des accords de partenariat et de coopération ont été signés avec **la Malaisie** et **la Thaïlande**. L'UE et l'ASEAN ont également signé en octobre l'accord global de transport aérien UE-ASEAN, le tout premier accord de bloc à bloc dans le domaine du transport aérien.

Lors du **28^e sommet UE-Japon**, l'UE et le Japon se sont engagés à coopérer afin de faire respecter l'ordre international fondé sur des règles et ont signé le premier partenariat numérique de l'UE.

En septembre, le premier forum UE-Inde sur l'hydrogène d'origine renouvelable a été organisé en vue de soutenir l'engagement des secteurs public et privé en faveur du développement d'infrastructures liées à l'hydrogène afin de décarboner l'économie indienne.

L'UE et ses États membres ont rapidement apporté leur soutien au **Pakistan** à la suite des inondations de juin qui ont touché des millions de personnes.

En 2022, l'aide budgétaire de l'UE a permis à 750 000 enfants non scolarisés d'accéder à l'éducation par l'intermédiaire de 25 309 centres d'apprentissage au **Bangladesh**.

La **conférence UE-Asie centrale sur la connectivité**, qui s'est tenue à Samarcande, a permis de faire progresser les initiatives régionales en matière de connectivité et de discuter de la nécessité de recenser les liaisons durables, fiables et efficaces entre l'Europe et l'Asie centrale dans les domaines des transports, du numérique et de l'énergie. Le lancement d'une initiative de connectivité numérique «Global Gateway» a également été annoncé lors de la conférence²⁶.

Le partenariat entre l'UE et le **Conseil de coopération du Golfe** a pris un nouvel élan en 2022 avec une session du Conseil conjoint en février au cours de laquelle a été approuvé un ambitieux programme d'action conjoint sur cinq ans. En mai, l'UE a adopté une communication conjointe intitulée «*Un partenariat stratégique avec le Golfe*»²⁷.

Des engagements en faveur de la réduction des émissions de méthane dans la région ont également été pris dans le cadre de conférences au Turkménistan, dans la région de l'Asie du Sud-Est et en Chine.

²⁶ https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_22_6963

²⁷ [JOIN\(2022\) 13 final du 18 mai 2022](#)

Amériques et Caraïbes

Le 27 octobre, les ministres des affaires étrangères des **États de la Communauté des États latino-américains et des Caraïbes (CELAC)** et de l'UE se sont réunis pour la première fois depuis 2018 à Buenos Aires.

En décembre, l'UE et le Chili ont conclu l'**accord-cadre avancé UE-Chili** qui actualise l'accord d'association bilatéral existant.

Le 22 juin, la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, et le Premier ministre espagnol, Pedro Sánchez, ont lancé un **nouveau partenariat UE-ALC** relatif à la fabrication locale de vaccins, de médicaments et d'autres technologies de santé et au renforcement de la résilience des systèmes de santé.

La crise socio-économique et politique au **Venezuela** s'est poursuivie: on estime que plus de 14 millions de personnes sont dans le besoin et que plus de 7 millions de Vénézuéliens ont quitté leur pays. La contribution de l'UE aux actions de secours multisectorielles au Venezuela et dans l'ensemble de la région a permis de venir en aide à quelque 3,1 millions de personnes vulnérables.

Voisinage européen

Dans le voisinage oriental, l'année 2022 a été dominée par la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine et par le renforcement des relations avec les pays partenaires d'Europe orientale de l'UE (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Moldavie et Ukraine). L'UE a également maintenu son niveau de soutien accru au peuple biélorusse.

En décembre, les ministres des affaires étrangères de l'UE et des pays partenaires d'Europe orientale ont réaffirmé la pertinence du **programme du partenariat oriental**, tout en reconnaissant la nécessité d'en ajuster la mise en œuvre en fonction des événements actuels.

L'UE a facilité les pourparlers de paix entre **l'Arménie et l'Azerbaïdjan** et a déployé une mission dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune en Arménie, la première dans un pays membre de l'Organisation du traité de sécurité collective. L'UE a également continué de fournir une assistance humanitaire aux deux parties.

Le protocole d'accord sur l'énergie signé avec **l'Azerbaïdjan** en juillet renforcera la sécurité énergétique de l'UE et soutiendra la transition écologique de l'Azerbaïdjan.

En soutenant fermement la société civile et les médias indépendants **biélorusses**, l'UE a contribué à préserver l'engagement civique et la liberté d'expression face à la répression brutale exercée par le régime d'Alexandre Loukachenko.

L'UE a fermement soutenu la résilience de la Moldavie et a renforcé sa coopération en matière de sécurité et de défense (notamment en ce qui concerne les menaces hybrides, la cybersécurité et la lutte contre la désinformation, ainsi que les mesures d'assistance aux forces armées moldaves dans le cadre de la facilité européenne pour la paix). En mars, un dialogue politique et de sécurité de haut niveau a été lancé. L'UE a continué à fournir des mesures axées sur le renforcement de la confiance en vue d'encourager les efforts de règlement des conflits.

En **Géorgie**, l'UE a contribué à réduire la vulnérabilité du pays face aux menaces hybrides et aux cybermenaces et a soutenu la modernisation de ses forces de défense par l'intermédiaire de la facilité européenne pour la paix. Elle a poursuivi son concours actif aux efforts de règlement des conflits, par exemple par l'intermédiaire des travaux du représentant spécial de l'Union européenne pour le Caucase du Sud et la crise en Géorgie et de la mission d'observation de l'UE.

Lors de la quatrième réunion ministérielle UE-voisinage méridional qui s'est tenue à Barcelone le 24 novembre, l'UE et ses partenaires ont réitéré leur engagement à renforcer les liens dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen. Ils se sont également engagés à relever les défis économiques, sociaux, environnementaux et de sécurité les plus urgents, en mettant l'accent sur les conséquences de l'agression russe contre l'Ukraine, en particulier ses implications en matière de sécurité énergétique et alimentaire.

En octobre, le **partenariat vert UE-Maroc** a été signé. Le programme *Énergie Verte*, doté d'une enveloppe de 50 millions d'EUR, vise à stimuler la transition énergétique du Maroc, tandis que le programme *Terre Verte*, doté d'un budget de 115 millions d'EUR, soutient le développement durable de la sylviculture et de l'agriculture.

En novembre, l'UE et l'Égypte ont intensifié leur coopération en matière de transition vers une énergie propre en signant un protocole d'accord sur un partenariat stratégique dans le domaine de l'hydrogène d'origine renouvelable. Un accord trilatéral avec l'Égypte et Israël fournit un cadre pour la livraison de gaz israélien à l'UE grâce aux capacités de l'Égypte en matière de liquéfaction.

Balkans occidentaux et Turquie

En 2022, l'UE est restée déterminée à promouvoir la perspective européenne de la région et, en juillet, elle a lancé le processus de négociation avec **la Macédoine du Nord** et **l'Albanie**. Elle a également accordé le statut de pays candidat à **la Bosnie-Herzégovine** en décembre et est parvenue à un accord sur la libéralisation du régime des visas pour le Kosovo²⁸. Le premier **sommet UE-Balkans occidentaux** s'est tenu le 6 décembre à Tirana.

Le principal cadre stratégique pour les fonds relevant de l'IAP III reste les plans économiques et d'investissement et le programme en matière d'environnement pour les Balkans occidentaux, mis en œuvre par l'intermédiaire du **cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux**. En 2022, 40 programmes phares ont été approuvés, pour lesquels 5,7 milliards d'EUR d'investissements devraient être mobilisés.

En novembre, l'adoption rapide d'un **train de mesures d'aide en faveur de l'énergie** sans précédent d'un montant de 1 milliard d'EUR **pour les Balkans occidentaux**, en réponse à la crise énergétique, a constitué une avancée majeure.

La **Turquie** accueille la plus grande population de réfugiés au monde. Dans le cadre de deux programmes humanitaires phares, l'UE a fourni une aide en espèces à près de 1,5 million de personnes et a aidé plus de 800 000 enfants et leurs familles à accéder à l'éducation.

²⁸ Cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut et est conforme à la résolution 1244/1999 du Conseil de sécurité des Nations unies ainsi qu'à l'avis de la CIJ sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.

Pays et territoires d'outre-mer (PTOM)

Les PTOM entretiennent des liens constitutionnels particuliers avec trois États membres: le Danemark, la France et les Pays-Bas.

Le **19^e forum annuel UE-PTOM** a été organisé par la Nouvelle-Calédonie le 22 novembre. Les PTOM jouent un rôle de plus en plus stratégique pour l'UE, sont d'importants ambassadeurs de l'UE dans leur région et disposent d'atouts considérables, tels que de vastes zones économiques exclusives.

Dans les Caraïbes, le **programme «RESEMBID»** aide tous les PTOM de la région à renforcer leur résilience, à promouvoir l'énergie durable et la biodiversité marine. Les travaux sur la biodiversité ont bénéficié aux habitats de six PTOM et à quelque 400 000 citoyens et résidents.